

Les subsides

M. McMillan: Quels sont les résultats? Donnez-moi un exemple.

M. Waddell: Le député veut un exemple. Il suffit de voir les chiffres qu'il a cités en ce qui concerne la croissance économique de l'Atlantique et les problèmes économiques de cette région. Le fait est que la politique régionale n'a pas donné de très bons résultats dans les Maritimes.

● (1220)

M. McMillan: Citez-moi un exemple de favoritisme.

M. Waddell: Si le député ne connaît pas un seul exemple de favoritisme, qu'il aille là-bas pendant une campagne électorale. La dernière fois que je suis allé en Nouvelle-Écosse au cours d'une élection, il faisait très chaud dans la voiture, parce qu'on refaisait la route sous nos roues. On l'a goudronnée jusqu'à la circonscription du député parce qu'on voulait qu'il gagne.

Je voudrais également parler de la coopération fédérale-provinciale à propos de la motion du député. La région de l'Atlantique a surtout besoin d'un afflux de capitaux. Pour le moment, on assiste plutôt à une fuite de capitaux. D'après ce qu'on m'a dit, les Néo-Écossais épargnent beaucoup d'argent. Étant d'ascendance écossaise, comme mes ancêtres et moi-même, la plupart d'entre eux sont très économes. La majeure partie de cette épargne sort des Maritimes. Si nous voulons assister au développement économique de la région, nous devons trouver un moyen d'y réinvestir cet argent.

Au lieu de parler du MEER et du MEIR et de la situation de leurs divers programmes, nous devrions nous pencher sur l'apport d'argent dans la région, soit sur les activités des banques. Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Chrétien) a parlé de cela en disant qu'il fallait les décentraliser. Il n'a fait que le mentionner, il n'a pas développé sa pensée. Je pense qu'il ne suffit pas de parler de bureaux régionaux et de banques régionales. Nous devrions parler de la nationalisation d'au moins une grande banque à charte du Canada. Alors, nous pourrions diriger l'argent vers ces régions et vers la petite entreprise. Ce serait un changement dans le développement économique. Ce serait là un programme d'expansion économique régionale radicalement différent.

M. Crosbie: Ce serait un vrai Canadair.

M. Waddell: Voyez-vous, je pourrais dire au député que lorsque l'on regarde ce qu'ont fait les conservateurs et les libéraux dans les Maritimes depuis la Confédération et que nous voyons l'exode des cerveaux et des capitaux, nous sommes peut-être en droit d'envisager des mesures un peu plus radicales.

Je voudrais rapporter quelques observations qui ont été faites lors d'une réunion régionale à New Glasgow par M. Jim Mayne, chef néo-démocrate de l'Île-du-Prince-Édouard, M. Peter Fenwich de Terre-Neuve et du Labrador, M. George Little du Nouveau-Brunswick et M^{me} Alexa McDonough de la Nouvelle-Écosse. Ils ont publié un communiqué sur l'expansion économique de la région atlantique et je voudrais lire des extraits de cette déclaration, où ils disent . . .

M. le vice-président: A l'ordre. J'ai bien peur que le député de Vancouver-Kingsway (M. Waddell) ne trouve l'occupant du fauteuil plutôt gênant ce matin, car j'ai dû le rappeler à l'ordre

à plusieurs reprises. Il existe, à la Chambre des communes, une règle concernant les citations. Le député peut souhaiter citer quelqu'un et nommer l'auteur de sa citation, mais les personnes de l'extérieur de la Chambre ne doivent pas faire partie du débat. Si le député désire citer les déclarations qu'il a mentionnées, il devra le faire dans ses propres termes. Je l'en avertis.

M. Waddell: Monsieur le Président, vous constaterez que je ne base pas mon discours sur une note de service ministérielle, comme le font les ministres, et que je ne le lis pas. J'incorpore certaines des observations et des idées exprimées par des gens de la région atlantique. Cependant, comme vous le souhaitez, je le ferai indirectement.

Ce que l'on dit c'est que le gouvernement fédéral a cessé de prétendre qu'il voulait encourager le développement économique de la région atlantique et qu'il ne fait plus figurer cette question sur la liste de ses priorités. C'est pourquoi il a démantelé le MEER. C'est ce que j'ai dit au début de mon discours. La différence entre le MEER et le MEIR c'est que ce dernier apportera plus d'argent au Canada du centre.

Les gens de l'atlantique méritent mieux que cela. La collaboration dans la région atlantique doit se faire une tout autre façon. Nous devons nous consacrer à des secteurs différents dans cette région. C'est la clé qui m'a été révélée dans l'ouest du Canada. C'est essentiel à notre essor économique. Je pense que nous devrions nous pencher sur les points forts de la région atlantique—l'énergie, la construction navale, les transports—et y assurer la transformation de quelques matières premières.

Je vais parler un peu de la construction navale. Celle-ci fait partie de notre glorieuse tradition, au Canada dans son ensemble et certainement dans la région atlantique. Si nous transportons davantage de biens canadiens et si nous exigeons qu'ils soient transportés par des navires construits au Canada, nous pourrions développer le secteur de la construction navale. L'exploration au large favorise le secteur de la construction navale, mais nous devons nous assurer que les biens soient achetés dans la région atlantique et que la construction navale y soit favorisée. Notre pays n'a pas de politique globale du transport maritime et de la construction navale. C'est l'un des domaines d'activités qui permettrait d'aider les Maritimes.

En ce qui concerne les transports, si nous voulons développer la région, il me semble qu'il faudrait instaurer une collaboration intense entre les gouvernements provinciaux pour empêcher toute décision qui affaiblirait la loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes. A mon avis, cette aide est un droit historique, accordé en vertu de la Confédération. Elle a une importance immense et elle assure des emplois et l'essor économique de la région.

J'ai déjà parlé du secteur des pêches. J'estime qu'il est scandaleux que le ministre se vante de la quantité d'argent qu'il fournit aux pêcheries de la côte est, alors que 70 des 90 millions ont servi à renflouer la Banque de Nouvelle-Écosse. C'est toujours la même histoire—népotisme, renflouage et ignorance des questions qui sont à la base de la situation dans la région atlantique. L'énergie est un autre domaine qui doit être mis en valeur adéquatement dans les provinces maritimes, en faisant appel à la coopération.